

Le président du Pérou qualifie de virus la tentative de destituer un ministre



Lima, 5 octobre (RHC) Le président péruvien, Pedro Castillo, a comparé aujourd'hui tacitement avec un virus la décision de l'opposition de provoquer la destitution d'un ministre, tandis qu'Aníbal Torres, qui détient le portefeuille de la justice, a fixé des limites à la défense du ministre mis en cause.

Lors de la célébration de la Journée de la médecine péruvienne, le président a déclaré que le virus de la censure et des interpellations parlementaires s'était infiltré dans certains espaces, bien qu'il y ait

beaucoup de choses à faire pour le pays, comme la santé de la population.

Il a fait la brève allusion évidente à ce sujet alors que l'opposition, dirigée par sa branche d'extrême droite, s'apprête à présenter une motion de censure, entraînant sa destitution, contre le ministre du Travail, Íber Maraví, après l'avoir interpellé la semaine dernière pour de vieilles suspicions de relations subversives démenties par le ministre avec des verdicts judiciaires en sa faveur.

Cependant, presque au même moment, le ministre Torres, conseiller juridique et signalé par la presse comme très proche de Castillo, a exclu que le Gouvernement soulève la question de la confiance dans le Cabinet ministériel face à une éventuelle censure.

Des porte-parole de l'opposition parlementaire affirment qu'ils sont déterminés à défendre le Premier ministre, Guido Bellido, même si cette mesure est prise, ce qui implique la démission de tous les membres du cabinet. Au cas où cette situation se produirait, la Constitution autorise le président Castillo à dissoudre le Congrès de la République et à convoquer de nouvelles élections législatives.

'Il n'y aura pas de question de confiance dans l'affaire Íber Maraví et le débat s'arrête là', a déclaré Torres en contradiction avec ce qui a été dit précédemment par Bellido, qui a indiqué que le président envisage de soulever une telle mesure si nécessaire.

Torres, s'adressant au Parlement unicaméral, a déclaré dans une interview télévisée : 'Soyez tranquilles, il n'y a aucune intention de nuire au Congrès et d'établir une voie pour le fermer, « Le président a donc décidé qu'il n'y aurait pas de conflit avec ce qui se passera avec le ministre Maraví qui mériterait de soulever la question de la confiance.

La présidente conservatrice du Congrès, Maria del Carmen Alva, a déclaré vendredi dernier que le gouvernement ne devrait pas observer une loi controversée approuvée par l'organe législatif, qui l'empêcherait de présenter la question de confiance pour éviter la censure d'un ministre.

Tout en insistant sur la censure de Maraví, l'opposition d'extrême droite soulève ouvertement la destitution du président s'il ne respecte pas la censure de Maraví et d'autres qu'il envisage.

Ce secteur n'a pas la majorité requise pour cela, des deux tiers des voix du total des membres du Congrès, bien que le législateur et ex-officiel de la Marine Jorge Montoya dise qu'ils peuvent insister à maintes reprises jusqu'à obtenir cette majorité.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/272699-le-president-du-perou-qualifie-de-virus-la-tentative-de-destituer-un-ministre>



Radio Habana Cuba